

**Question avec demande de réponse écrite E-006788/2013
à la Commission**

Article 117 du règlement

Sophie Auconie (PPE), Bart Staes (Verts/ALE), Michèle Rivasi (Verts/ALE), Corinne Lepage (ALDE), Riikka Pakarinen (ALDE) et Anne Delvaux (PPE)

Objet: Sécurité alimentaire des citoyens... chinois?

Avec ses 23 langues officielles, auxquelles viendra bientôt s'ajouter le croate, l'Union européenne est théoriquement un acteur engagé dans la promotion du multilinguisme en Europe et à travers le monde.

Ce respect de la diversité linguistique est particulièrement important car il doit permettre aux citoyens de s'informer sur l'action de l'Union européenne et de comprendre les règles applicables. À cet égard, internet joue un rôle crucial permettant aux citoyens européens d'avoir un accès rapide à une information précise et complète. Je salue d'ailleurs le travail de nombreuses directions générales de la Commission européenne qui ont le souci de rendre l'information disponible dans toutes les langues de l'Union européenne.

Cependant, je regrette que certains sites internet, comportant des informations pourtant cruciales pour les citoyens européens, ne soient que partiellement voire pas du tout traduits, par exemple pour les sujets de santé publique et de sécurité alimentaire.

Au regard par exemple de l'intérêt que les citoyens européens portent aux questions liées aux organismes génétiquement modifiés (OGM), est-il normal que la page du site de la Direction générale de la Santé et de la Protection des consommateurs portant sur cette question ne soit disponible qu'en anglais et en.... chinois¹?

1. Même s'il faut saluer l'intérêt de la Commission pour la langue chinoise, les citoyens européens ne sont-ils pas en droit d'obtenir ces informations sur les OGM dans leur propre langue avant que celles-ci ne soient traduites dans les langues d'États non-membres de l'Union?
2. La Direction générale pour la Santé et la Protection des consommateurs a-t-elle prévu de rendre à l'avenir son site accessible dans l'ensemble des langues de l'Union afin d'apporter des réponses aux questions que les 500 millions de citoyens européens se posent?
3. La Commission a-t-elle prévu des actions particulières pour permettre un accès de tous les citoyens, dans toutes les langues, aux informations clés?

¹ cf. http://ec.europa.eu/food/food/biotechnology/index_zh.htm